

Il y a cent ans le 7 novembre 1917

CETTE NUIT QUI ÉBRANLA LE MONDE

par BERNARD FREDERICK



Petrograd, le mardi 24 octobre, 20h10 (6 novembre 1917 dans le calendrier grégorien). Tout au nord de la ville, dans le quartier ouvrier de Vyborg, deux hommes sortent d'une cité populaire.

De petite taille et plutôt svelte, enveloppé dans un manteau sombre, le premier marche en tête. Une large casquette à la mode russe coiffe des cheveux clairs. Son visage est à moitié masqué par une écharpe, on le distingue mal. Il se tient la mâchoire comme s'il avait une rage de dents. Les deux hommes pressent le pas. La rue est sombre, bordée d'usines. Ils longent Renault-aviation, installé là depuis 1914. Un passant les interpelle : « Où allez-vous ? »

– « Faire la révolution ! » marmonne le petit. ■■■ Suite en page 4.

ORDONNANCES TRAVAIL : UN ENJEU CONSIDÉRABLE

par JACQUES LEWKOWICZ

La question posée par les ordonnances Macron sur la réglementation du travail, laquelle prend la suite de la loi dite « El Khomri », est cruciale. Dans la société actuelle, le travail est une marchandise. Or, si le contrat de travail est conçu comme un échange entre une somme d'argent, d'une part, et un effort fourni par le salarié sous la direction d'un patron, d'autre part, il s'agit, en fait, d'une mise en jeu de l'être humain, de sa personnalité, de sa sensibilité, de son intelligence et de ses capacités. Pour cette raison, la puissance publique est légitime à garantir les droits des salariés. Il s'agit de compenser, grâce au Code du travail, l'inégalité de la relation entre salariés et capitalistes.

Or, les ordonnances préparées au cours de l'été dernier adoptent une orientation opposée. Le gouvernement mis en place à la suite des dernières élections présidentielles et législatives a eu recours à une procédure expéditive pour éviter tout débat public au Parlement. De plus, la concertation avec les organisations syndicales s'est résumée, de la part du gouvernement, à se réunir pendant six heures avec chacune des grandes confédérations syndicales sans qu'aucune discussion concrète n'ait eu lieu à propos des dispositions contenues dans les projets gouvernementaux.

Il s'agit donc d'une caricature de concertation.

■■■ Suite en page 6

Editorial

MASQUE BAS

Il y a beau temps qu'on sait que l'État n'est pas neutre et que, sauf exceptions historiques, il penche plutôt de côté du Capital que du Travail. Les rapports de forces, nationaux et internationaux, l'ont cependant conduit à se déguiser en arbitre de « l'intérêt général ».

C'était faux, mais beaucoup le croyaient. Emmanuel Macron pense qu'il peut se dispenser de se camoufler. Il met bas le masque. Il est le président des riches ; le président du Capital. Il ne s'en cache pas.

Quand il parle des « fainéants » ou du « bordel », ce n'est pas une bourde, un écart de langage ou des mots qui dépasseraient sa pensée. Non, il parle d'abord aux siens, aux patrons, aux banquiers et aux « petits merdeux » qui dans les médias leur servent la soupe. Il leur dit : voyez comme je les traite !

C'est du cynisme, certes, mais du cynisme de classe. Primo, parce que Macron pense ce qu'il dit des travailleurs, du peuple : « Fainéants », fouteurs de bordel, pauvres types incapables de s'acheter un costume. Secundo, parce que toute sa politique, d'une brutalité inouïe, consiste à retirer aux salariés tout ce qu'ils ont gagné par leurs luttes ; tout ce que les progressistes, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont pu entreprendre dans le sens de la justice sociale et de la démocratie en entreprise.

Macron est jeune, brillant et carnassier. Il n'a pas besoin de cacher le mépris qu'il a des petites gens. Il n'a pas besoin de masque pour les assommer. Il croit que l'avenir est à lui, aux siens.

Il y a cent ans, des ouvrières, des ouvriers, tout un peuple, proclamèrent qu'il était temps que « le malheur succombe » ; que cesse le règne de l'exploitation du travail ; que les mots d'ordre de la Révolution française triomphent : liberté, égalité, fraternité. C'était en octobre à Petrograd.

Macron et ses pairs croient qu'Octobre n'appartient même plus à l'histoire ; qu'il s'est dissous dans les limbes ; et que l'on peut à loisir donner du *knout*.

Ah oui ! Et vous que croyez-vous ? ■ BF

25/10/2017



SECOURS Populaire FRANÇAIS

En octobre, nous célébrons la promotion d'Henriette Steinberg au grade d'officier de la Légion d'honneur pour son activité au Secours Populaire. Quelques mois avant, le président du SPF, Julien Lauprêtre, avait été promu grand officier. Pour quels travaux ? C'est ce qu'exposent Laurence Karsznia et Mourad Laffitte dans leur dernier documentaire : *Solidarité, le sens d'une vie*.

« Feuilletter l'album de Julien Lauprêtre, nous disent-ils, ce n'est pas seulement parcourir une vie singulière, c'est revenir aussi sur plus de neuf décennies de pages historiques: deux guerres mondiales, la montée du fascisme, le Front Populaire, l'Occupation et la Résistance, l'anticolonialisme : autant d'événements qui ont marqué l'histoire et forgé le destin d'un homme attaché à de nombreux symboles au point d'en être devenu un. Julien Lauprêtre a fait de la solidarité le sens de sa vie. (...) Dans mon adolescence, dit-il, j'ai été confronté à toutes les injustices de la vie. »

Grâce à *Images contemporaines*, nous pouvons feuilletter à notre tour l'album de Julien Lauprêtre, héritier entre autres des combattants de l'Affiche rouge, de Manouchian dont il partagea la cellule et qui quelques heures avant d'être fusillé lui dictait sa voie : « Je vais être fusillé. Toi, tu vas t'en sortir. Il faudra continuer. » Ce qu'il fit. ■

Commande du DVD à contact@images-contemporaines.com : 18 € dont 5 € reversés au SPF + port.

à vos agendas !

MRJ-MOI 16 NOVEMBRE 17:30 - Anne Hidalgo, Maire de Paris, Catherine Vieu-Charrier, adjointe à la Maire de Paris chargée de la mémoire et du monde combattant, correspondant Défense et Claudie Bassi-Lederman, présidente de *Mémoire des résistants juifs de la Main d'œuvre immigrée*, MRJ-MOI, vous invitent à la projection*, suivie d'un débat, du film :

Nous étions des combattants - Les jeunes juifs communistes dans la Résistance

de Pierre Chassagnieux et Pauline Richard, produit par MRJ-MOI. ■

* Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau Paris 4e, M° Hôtel de Ville. Inscription obligatoire dans la limite des places disponibles mrjmoi@mrj-moi.com ou 06 08 86 77 10.

HOMMAGE AUX VICTIMES des fusillades du 15 décembre 1941

L'UJRE et MRJ-MOI vous invitent à participer le **samedi 16 décembre à 15h.** au dépôt de gerbes qui aura lieu au Cimetière du Père Lachaise. ■

RDV 14:45 à l'entrée de la rue des Rondeaux, Paris 20°



POUR UN MONDE SANS MUR



« Il n'existe pas de mot pour mur dans notre langue. Nous avons demandé à nos aînés. Nous avons fait des recherches. Il n'existe pas de mot pour mur car il ne devrait pas y avoir de mur. »

Verlon M. Jose, vice-président de la tribu de Tohono O'odham dont les terres sont divisées par la frontière États-Unis/Mexique

Saluons l'initiative de plus de cent organisations progressistes, de par le monde, qui appellent à faire de la journée du **9 novembre** une *Journée mondiale pour un monde sans mur*. Leur but :

- Sensibiliser l'opinion sur les effets dévastateurs du développement des murs dans notre monde et dans nos vies.
- Créer de la solidarité et des liens entre les gens affectés par les murs et les mouvements luttant contre les murs
- Exiger la fin immédiate des murs qui expulsent, excluent, oppressent, discriminent et exploitent
- Résister et couper les vivres à ceux qui tirent profit des murs

Ces murs qui aujourd'hui, sont plus de 70 à s'élever à travers tous les continents, à déchirer la vie des gens et les terres... Belle suite donnée à l'initiative lancée en 2003 par les Palestiniens qui appelèrent à faire du 9 Novembre – jour de la chute du Mur de Berlin – la *Journée Internationale contre le Mur d'apartheid israélien* (haut de 8 mètres, long de plus de 700 km).

VIE DES ASSOCIATIONS

FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

Dans le cadre d'un travail préparatoire à une exposition, Annick Davisse, du comité de Choisy-le-Roy, recherche cet ouvrage actuellement épuisé :

• **Maurice Rajsfus**, *Jeudi noir, 50 ans après la rafle du Vel d'Hiv*, éd. Manya, 1993

Vous l'avez chez vous et seriez prêt à le confier temporairement ? Merci de contacter le journal (01 47 70 62 16) qui transmettra. ■

nous y étions

12 OCTOBRE, CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE : l'UJRE et MRJ-MOI partici-

paient à l'inauguration du « monument à la mémoire des enfants juifs assassinés par les nazis de 1942 à 1945 » : 11 400 enfants arrêtés en France dont environ 6 200 à Paris, plus de 700 dans sa banlieue et 4 500 en province. Très peu d'entre eux sont revenus. Le monument est bouleversant avec ses frêles silhouettes ouvertes sur le vide, mortes pour l'éternité, qui nous interpellent en silence : « Passant, ta mémoire est leur seule sépulture ». ■



LE 15 OCTOBRE, CIMETIÈRE PARISIEN DE BAGNEUX : comme chaque année, l'UJRE et MRJ-MOI étaient présentes à la traditionnelle cérémonie qui commémore le souvenir des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs (EVACJ) étrangers, organisée pour la première fois par le Mémorial de la Shoah, nos amis de la Rue du Renard étant désormais devenus la Commission des EVACJ du Mémorial. ■

assemblée générale

L'UJRE a tenu le **21 octobre** son assemblée annuelle. L'adoption du rapport d'activité, du rapport financier, a été suivie d'un débat sur les activités futures des adhérents, dont :

- la rédaction de l'histoire de l'UJRE, depuis la création des sections de langues de la Main d'œuvre immigrée, inséparable de l'histoire de la Naïe Presse, qui deviendra la Presse Nouvelle Hebdo puis la Presse Nouvelle Magazine ;
- la tenue de débats sur le conflit israélo-palestinien afin d'actualiser la position de l'UJRE ;
- une réflexion sur le rôle de l'UJRE, aujourd'hui. ■

À voir !

LE PETIT PRINCE DER kleyner prints

Dans son préambule du Petit Prince, Saint-Exupéry a dédié le livre à son ami Léon Werth, un juif français qui s'était caché dans le Jura sous le gouvernement de Vichy.

Si en juin dernier, vous n'avez pu vous régaler du spectacle de la troupe Troim-Teater de la Maison de la culture yiddish, dans le cadre du Festival des Cultures Juives, courez les **2 et 5 novembre 2017** voir *Le Petit Prince* en yiddish (surtitré en français) au **Centre Rachi*** ! L'adaptation théâtrale reste fidèle à la trame du texte et le rôle du *Petit Prince* est incarné par un jeune comédien de 13 ans ! **Amos Oren**, comédien et metteur en scène, a adapté ce texte de Saint-Exupéry, en insistant sur sa vision humaniste du monde. Mise en scène féérique ! ■

* **Centre d'Art et de Culture de l'Espace Rachi** 39 rue Broca Paris 5° – 2 nov. 20h45 – 5 nov. 16h30 – 24,00 € (TR : 18,00 €) – Rés. <http://www.culture-juive.org/>

JACINTA les dimanches 12 et 19 novembre 2017 à 19 h

On ne présente plus Jacinta à nos lecteurs. Nous aurons le plaisir de la retrouver les **dimanches 12 et 19 novembre, à 19 h.** dans un répertoire de chansons en espagnol et en français, de tango fleurant le *Keyz kikh* des immigrés juifs ainsi que l'ombre des indiens. L'Argentine est si vaste...

Car si nous l'avons appréciée en yiddish, cette fois, « *Jacinta part à la poursuite de son ombre avec les souvenirs de son quartier d'enfance à Buenos-Aires en passant par les musiques de la campagne qui l'ont bercée. L'éloignement de la terre natale lui pèse mais lui donne des ailes, les ailes de l'hirondelle qui cherche toujours des horizons nouveaux. Et puis, il y a la vie ailleurs, la terre choisie pour continuer la route, Paris qu'elle aime et ne saurait quitter !* » ■

* **Comédie Nation** 77 rue de Montreuil, Paris 11e, **Jacinta** (guitare et chant), Alfonso Pacin (Guitare et chant), Pablo Nemirovsky (bandonéon) – Tarif 12 € au lieu de 16 € sur le site en ligne [billetreduc : http://www.billetreduc.com/197691/evt.htm](http://www.billetreduc.com/197691/evt.htm)



LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Editions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, **PNH**
depuis 1982 : mensuelle en français, **PNM**
éditées par l'U.J.R.É

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : luje@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE (10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

VERS UNE RÉUNIFICATION DU MOUVEMENT NATIONAL PALESTINIEN ?

par Dominique Vidal*

Quoiqu'il arrive, ce sera un tournant dans l'histoire du conflit israélo-palestinien : en novembre, le président Mahmoud Abbas se rendra en principe à Gaza, dix ans après le coup de force du Hamas qui en a chassé les forces de sécurité du Fatah. S'il se réalise effectivement, ce voyage marquera une étape significative dans le processus de réunification du mouvement national palestinien. Mais ses deux rivaux iront-ils jusqu'au bout ? Bien des obstacles se dressent encore sur leur chemin.

« Pour danser le tango, il faut être deux », dit-on. Chacune des deux formations concurrentes s'est effectivement rapprochée de l'autre. Mais les islamistes ont fait les plus grands pas.

Il faut dire que leur marge de manœuvre devenait étroite, dans un contexte de mécontentement populaire grandissant. Et pour cause : le blocus maintenu par Israël et par l'Égypte a considérablement dégradé les conditions de vie des Gazaouis, dont 40 % subissent le chômage et 80 % ne (sur)vivent que grâce à l'aide humanitaire, sans parler des pénuries. L'Autorité palestinienne (AP) a aggravé cette précarité en refusant de continuer à payer à la place du Hamas les factures d'électricité et en réduisant les salaires des fonctionnaires islamistes...

L'économie n'est pas seule en cause : une partie croissante de la population reproche aussi au Hamas le caractère autoritaire et théocratique de sa gestion, voire sa stratégie : à quoi a servi, en effet, la ligne de confrontation avec Israël, prétexte à trois agressions successives de ce dernier (2008, 2012, 2014), au cours desquelles des milliers de civils ont trouvé la mort ?

Isolé, le mouvement islamiste ne l'est pas qu'à l'intérieur. Il a aussi perdu des alliés à l'extérieur. La guerre civile syrienne a longtemps brouillé le Hamas avec l'Iran et même le Hezbollah. En Égypte, l'arrivée au pouvoir du maréchal Abdel Fatah Sissi l'a privé, dans un premier temps, de l'appui précieux que lui apportaient les Frères musulmans du président Mohamed Morsi.



Un jeune Gazaoui dans les ruines



Salah Arouri, le chef des négociateurs du Hamas et Azzam Ahmad, le chef de la délégation du Fatah, lors de la signature de l'accord, le 12 octobre au Caire, censé mettre fin à dix ans de divisions entre le Fatah et le Hamas.

Et, ces derniers mois, il fait indirectement les frais de l'opération montée par l'Arabie saoudite et les Émirats contre le Qatar, qui a dû, en conséquence, réduire son aide à Gaza.

Voilà autant de raisons pour lesquelles le Hamas a décidé d'arrondir les angles de sa politique et de se rapprocher du Fatah, après avoir tenté une diversion avec le sulfureux Mohamed Dahlan, l'homme des Émirats, de l'Égypte et... d'Israël.

D'où le tournant significatif pris par le mouvement, fin avril 2017, en rompant officiellement ses liens avec les Frères musulmans et en modifiant sa Charte. De fait, l'ancienne semblait caduque depuis des années : à plusieurs reprises, des dirigeants du mouvement avaient fait leur l'objectif d'un État palestinien à l'intérieur de la Ligne verte. Même cheikh Ahmed Yassine, son fondateur, avant d'être assassiné par Israël le 22 mars 2004, avait proposé à ce dernier une *hudna* – une trêve de dix ans.

Cette fois, l'idée d'État palestinien figure noir sur blanc dans la nouvelle Charte [1] : « Sans revenir sur son rejet de l'entité sioniste et sans renoncer à aucun droit palestinien, le Hamas considère la création d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967, avec le retour des réfugiés et des déplacés vers les maisons d'où ils ont été expulsés, comme une formule de consensus national. » Non seulement le texte gomme les passages antisémites du précédent, mais il précise : « Le Hamas ne lutte pas contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, il mène la lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine. »

Avec le recul, ce virage idéologique visait surtout à créer les conditions d'un rapprochement avec le Fatah. Coup sur coup, le Hamas a dissous son

Comité de gestion de Gaza, puis accueilli le gouvernement palestinien au grand complet avant d'aller négocier, à la mi-octobre, l'accord du Caire sous l'égide de Sissi.

Mais les précédentes tentatives de réunification avaient toutes fait rapidement long feu. La dernière en date, au printemps 2014, avait même poussé les dirigeants israéliens à déclencher une troisième guerre contre Gaza. Outre le risque, toujours présent, d'une nouvelle réaction brutale de Tel-Aviv, plusieurs contentieux pourraient gêner, voire bloquer l'avancée du processus, approfondi lors des négociations du Caire, à la mi-octobre :

- d'abord la levée, qui se fait attendre, des sanctions de l'AP, et notamment le paiement de l'électricité drastiquement rationnée depuis des mois ;
- ensuite la question de la fusion des fonctionnaires des deux mouvements, qui impliquera le licenciement d'un grand nombre d'entre eux ;
- puis l'intégration des milices armées islamistes, fortes de 25 000 membres, que le Hamas se refuse pour l'instant à dissoudre, même s'il s'engage à ne plus lancer d'attaque contre Israël ;
- bien sûr aussi le transfert du contrôle des passages d'Erez et de Rafah à l'AP ;
- enfin la répartition des ministères de l'Exécutif destiné à redevenir un gouvernement d'union nationale.

À plus long terme, les deux mouvements devront aussi se mettre d'accord sur l'organisation des élections, présidentielle et législatives, et sur l'élargissement de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) afin d'y permettre l'intégration du Hamas et du Jihad islamique. Seul un tel cadre permettra au Fatah et au Hamas de négocier un jour avec Israël, si celui-ci accepte une telle configuration.

Au-delà des aléas de la conjoncture, le défi est immense dans la mesure où, pour Israël, depuis la création du Hamas et sa prise du pouvoir à Gaza en 2007, la division géographique et politique palestinienne, à laquelle il a activement contribué [2], constitue un atout stratégique majeur. Tel-Aviv acceptera-t-il de le perdre ? À en juger par les déclarations de Benjamin Netanyahu, c'est peu probable : « Israël s'oppose à toute forme de réconciliation dans laquelle l'organisation terroriste Hamas ne rend pas les armes et ne cesse pas son combat pour la destruction d'Israël », a écrit le Premier ministre sur sa page Facebook, ajoutant que « la réconciliation entre le Fatah et le Hamas ne faisait que compliquer encore bien plus la recherche de la paix [3] ». ■

[1] Lire le texte intégral en français sur <http://chroniquepalestine.com/charte-mouvement-hamas-version-francaise/>

[2] Voir Charles Enderlin, *Le Grand aveuglement. Israël et l'irrésistible ascension de l'islam radical*, Albin Michel, Paris, 2013.

[3] Site de I24, 17 octobre 2017.

* Journaliste et écrivain, co-directeur de la publication annuelle *L'État du monde* (La Découverte).

CENTENAIRE d'OCTOBRE

Suite de la page 1.

CETTE NUIT QUI ÉBRANLA LE MONDE

Un tramway arrive, pratiquement vide, les deux compères sautent dedans. Passée la gare de Finlande et la Neva traversée, les deux silhouettes reprennent leur marche à pied le long des quais embrumés. Une patrouille les arrête : « *Dokumenti !* ». Les papiers du citoyen Konstantine Ivanov semblent en règle. Il peut poursuivre son chemin.

Il est minuit lorsque Ivanov et son compagnon arrivent devant un long bâtiment massif qui brille de toutes ses lumières : Smolny, un ancien collège pour les jeunes filles de la noblesse, maintenant siège des Soviets. À l'intérieur, le petit s'installe sur une chaise, dans un coin, la casquette enfoncée sur la tête, la figure protégée par un linge. Il paraît si malingre qu'un voisin lui tend un *bouterbrot* – un sandwich. Soudain, ce bien-faiteur se lève, recule comme frappé d'effroi. Fiodor Dan, dirigeant menchevique, membre du Comité central exécutif pan-russe des soviets (Tsik), vient de reconnaître Vladimir Ilitch Oulianov : Lénine.

Nous sommes déjà le **25 octobre**. Depuis des jours, plutôt des semaines, Ilitch bouillonne. Avant de quitter sa « planque » de Vyborg, en compagnie d'Eino Rakhia, son fidèle garde du corps finlandais, il y a quelques heures, il a adressé aux membres du Comité central de son parti une lettre pressante :

« *Camarades, j'écris ces lignes dans la soirée du 24, la situation est critique au dernier point. Il est clair comme le jour que retarder maintenant l'insurrection, c'est la mort. Je veux de toutes mes forces convaincre les camarades qu'aujourd'hui tout tient à un cheveu, qu'à l'ordre du jour se posent des questions que ne peuvent trancher ni conférences, ni congrès (quand bien même ce seraient des congrès des Soviets), mais uniquement les peuples, la masse, la lutte des masses en armes* ».

Et il insiste : « *On ne peut pas attendre !! On risque de tout perdre !!* ». Et il ordonne : « *Il faut que toutes les régions, tous les régiments, toutes les forces se mobilisent sur l'heure et envoient sans attendre des délégations au Comité révolutionnaire militaire, au Comité central bolchevik, et exigent*



Le palais de Sony, siège du Soviet, en octobre 1917

impérieusement qu'en aucun cas le pouvoir ne soit laissé entre les mains de Kerenski et Cie jusqu'au 25, sous aucun prétexte ; il faut à tout prix régler cette affaire ce soir ou cette nuit (...). Attendre pour agir, c'est la mort ».

Tout à l'heure, en début d'après-midi, s'ouvrira le congrès pan-russe des Soviets. Celui-ci rassemble des centaines de délégués de toute la Russie, élus par des millions d'ouvriers, de paysans, de soldats. Lénine sait que l'écrasante majorité de ce peuple ne veut plus du gouvernement provisoire formé au lendemain de la chute du Tsar en février 1917. Huit mois d'hésitations et de trahisons ont discrédité les coalitions successives des *Kadets* de droite ou des *Mencheviks* dont le chef du gouvernement, Kerenski, est issu. Et, cette nuit-là, au Palais d'Hiver, l'ancienne

demeure impériale, Kerenski et quelques-uns de ses ministres ne sont entourés que d'un bataillon de militaires professionnels, les *Junkers*, et d'une escouade de volontaires féminines.

Huit mois que le gouvernement provisoire poursuit la guerre quand les soldats ne voulaient plus y laisser la vie ; quand

des soldats et des marins insurgés. Seul le Palais d'Hiver leur échappait. Alors le « Vieux », comme on l'appelait familièrement – il avait 47 ans ! – tempêtait. Il anticipa. Il prit une feuille de papier et écrivit :

« **Le Gouvernement provisoire est destitué.** Le pouvoir de l'État est passé aux mains de l'organe du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, le Comité révolutionnaire militaire qui est à la tête du prolétariat et de la garnison de Petrograd.

La cause pour laquelle le peuple a lutté : proposition immédiate de paix démocratique, abolition du droit de propriété sur la terre des propriétaires fonciers, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des Soviets, cette cause est assurée.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans ! »

Il signa : « *Comité révolutionnaire militaire auprès du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd* » et data « *25 octobre 1917 (7 novembre), 10 heures du matin* ».

En fait, dès l'aube, le communiqué était dans toutes les mains. Le journaliste américain John Reed, le lut sur un tract qu'il ramassa dans la rue au petit matin. Ce même soir, à 22h.30, le congrès des Soviets donna cependant la majorité aux amis de Lénine. À la même heure, le croiseur *Avrora* – Aurore – tira ses salves à blanc : le carillon d'octobre. **À 2h.10, le Palais d'hiver était pris.** Pratiquement sans résistance. Kerenski s'était enfui.

Dans la nuit, le congrès des Soviets adopte trois décrets fondateurs : un appel à une « *paix démocratique* », les décrets sur la distribution des terres et sur le contrôle ouvrier dans les usines.

Cette nuit-là ébranla le monde. Elle l'ébranle toujours. ■ **BF**

John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Éd. Seuil, Paris, 1996, 469 p., 23,30 €

LA RÉVOLUTION d'OCTOBRE ET LES Juifs

Le **2 Avril 1917**, le gouvernement provisoire, constitué après l'abdication du Tsar, abolit la « zone de résidence » obligatoire pour les Juifs de l'Empire russe que l'Impératrice Catherine II avait créée par un *oukase* du 23 décembre 1791 et qui correspondait globalement aux territoires de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Pologne orientale et de la Lituanie.

Huit jours après la prise de pouvoir par les bolcheviks, le **15 novembre 1917**, le conseil des commissaires du peuple, sur les instances de Lénine, affirma l'abolition de toutes les inégalités fondées sur la religion ou la nationalité. L'accès des Juifs à l'enseignement supérieur, aux carrières libérales, à l'industrie et à l'administration fut librement ouvert.

On leva l'interdiction faite aux Juifs de cultiver la terre et on encouragea même la constitution de communautés agraires.

On créa, à cet effet, la *Komzet* (1924) puis la « *Société pour la Promotion de l'Établissement juif* » ou « *Société pour l'emploi agricole des travailleurs juifs* »

(*Ozet*) en 1925. Des régions agricoles juives sont créées : notamment en Crimée.

Lénine signa un décret qui appelait « *tous les soviets à prendre des mesures fermes afin d'extirper les racines du*



mouvement antisémite ».

C'était urgent. La guerre civile entraînait d'horribles pogroms.

Convaincus que les bolcheviks constituaient « *le seul rempart contre la montée de l'horreur* », nombreux furent alors les Juifs qui adhérèrent au Parti communiste et rejoignirent

l'Armée rouge, comme Isaac Babel, l'auteur de « *La cavalerie rouge* ».

La paix établie, la langue et la culture yiddish connurent un développement unique au monde. Le Yiddish fut promu langue officielle en Ukraine et en

Biélorussie (voir ses armoiries ci-contre). En 1926, 51,1% des jeunes Juifs en âge d'être scolarisés apprenaient le Yiddish, 64% en 1932. À cette époque, on comptait 42 journaux en yiddish ; plus de dix théâtres d'État dont les plus célèbres sont le G.O.S.E.T., théâtre yiddish et la *Habima*, théâtre hébreu. À Kiev, fut créé un Institut Universitaire Juif qui rivalisait avec le célèbre YIVO de Vilnius.

Cependant, les répressions staliniennes des années trente et, surtout des années 1948-1953, allaient brutalement éteindre ce flamboiement, sur lequel la *PNM* ne manquera pas de revenir. ■ **BF**

Voir page 8, photos et illustrations de cette époque.

ENTRETIEN AVEC BERNARD EISENSCHITZ



PNM : Pour vous l'URSS des cinéastes, produit-elle un art non monolithique ?

Bernard Eisenschitz : Oui, non monolithique, car il varie d'une période à l'autre, dans le temps et dans l'espace. Il y a, après la Révolution, la tentative de créer des cinémas dans les différentes Républiques, pour des publics de différentes nationalités. *Aux bords de la mer bleue* qui est au programme de la rétrospective, est le premier film sonore azerbaïdjanais où des Azéris jouent. Sur la durée, il y a une grande différence entre la politique et la pratique du cinéma : les années vingt et les années soixante sont très riches au plan culturel alors que les années trente correspondent, en partie, à une période de glaciation et la période de la guerre est une période d'exode à l'intérieur de l'Union, de pauvreté et d'économie de guerre. Il y a de dix ans en dix ans, voire de cinq ans en cinq ans, des changements importants. Je ne parle pas de ceux de la politique intérieure. Par exemple, après le 20e Congrès, en 1956, le tournage du *Nœud serré* de Chveitser, dont le

L'URSS des cinéastes, 1e partie (1922-1945), un programme de la Cinémathèque française [1] conçu par Bernard Eisenschitz avec les conseils de Naoum Kleiman, Peter Bagrov et Pierre Léon : voyage dans le cinéma soviétique où les réalisateurs, acteurs et témoins d'une révolution qui promet de changer le monde, saisissent des aspects de la réalité parfois invisible d'un pays en pleine ébullition. La PNM publie la première partie de cet entretien dans le présent numéro et reviendra prochainement sur la deuxième partie du cycle et de cet entretien [2].

Eisenstein a une pratique du théâtre et on le voit dans *La grève*, avec la caricature et ce qui vient du cirque, où le besoin de théâtre va au-delà du théâtre. Kozintsev et Trauberg avec la FEKS forment au jeu très physique et d'émotion et entendent faire œuvre marxiste en montrant les processus historiques à l'œuvre. Vertov est à l'origine futuriste [4] : il se choisit un pseudonyme futuriste, aussi pour cacher ses origines : il s'appelle David Abelevich Kaufman. Il participe à la propagande dans les cinés-trains du début de la Révolution avec ses films de la *Kino Pravda*, journal d'actualités mensuel, avec éditorial, essais, commentaires, qui donne une idée du désordre de cette démocratie socialiste naissante, en pleine Guerre civile.

Le *Proletkult*, mouvement censé apporter la culture au prolétariat, fait un travail d'agitation et passe du théâtre au cinéma. C'est une tendance opposée aux bolcheviks qui vient de Plékhanov [5]. Le *Proletkult* croit à la spontanéité des masses et ne s'intéresse guère au rôle du Parti. Lénine l'a très vite interdit, bien que ce dernier pourra continuer à poursuivre ses activités. *La grève* est tournée à l'initiative du *Proletkult* mais Eisenstein se sépare ensuite du mouvement.

PNM Depuis quand les commissions décident-elles ?

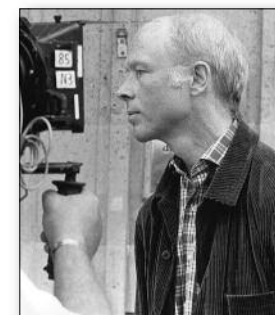
B. E. : Depuis toujours. Dès 1919, date de nationalisation du cinéma, des commissions se mettent en place alors que le pays est dévasté par les effets de la Guerre civile et l'ingérence des armées étrangères. Il y a encore des actualités, mais il faut trouver la pellicule. La production recommence avec la N.E.P en 1921, et en 1924 avec quatre films : *Les Aventures extraordinaires de Mr West au pays des bolchéviques* de Koulechov, *Kinoglaz* de Vertov, *Aelita* de Protazanov, *La grève* d'Eisenstein. Ce qui est passionnant, c'est que jusqu'au début des années trente, il y a toujours des discussions imposées par les artistes. Ils pensent que la Révolution a été faite pour eux et que c'est à eux de déterminer ce que seront l'art et la culture. Maïakovski y a une voix forte et aussi Vertov. Les artistes considèrent qu'ils ont la mission de porter la révolution dans l'art du siècle, dans la modernité, dans l'art du cinéma.

Il y a plusieurs sortes de commissions qui varient selon la période. En 1929, c'est la révolution culturelle dans un mouvement semblable à celui que lancera plus tard Mao avec *Feu sur le quartier général* : Staline, pour contrôler le parti, lance les organisations prolétariennes qui font le travail de manière terrifiante ; il les dissout en 1932 quand il considère qu'il n'en a plus besoin. Entre 1932 et 1936, il y a un sentiment de relative liberté et l'impression que les choses changent dans un pays stable où le socialisme a tracé sa voie, où il n'y a plus de luttes internes, où l'opposition a été éliminée. Les commissions sont organisées

selon un système vertical : le studio avec son conseil artistique formé des réalisateurs, au-dessus la direction du studio et les représentants du Parti dans le studio.

Un film comme *Un jeune homme sévère* d'Abram Romm correspond à l'idée d'un cinéma socialiste et pourtant se retrouve interdit deux ans plus tard.

En 1939, la grande terreur ralentit et l'on confie aux cinéastes en vue la direction artistique d'un studio. Eisenstein dirige Mosfilm et aide à la réalisation des films, qui à l'opposé des siens, traitent de la vie quotidienne, *Les quatre cœurs* de Youdine (1941), *Le vieux Jockey* (1940) de Barnet. Jdanov les interdit. Eisenstein note dans son journal : « J'aurais dû comprendre que chaque film, dans chacun de ses moments, dans chacun de ses plans, doit représenter l'Union soviétique ». Le film de Youdine sortira en 1945 et celui de Barnet en 1960. ■■■ (à suivre)



Bernard Eisenschitz



Dziga Vertov (1896-1954)

récit dénonce les abus que commettent les dirigeants politiques dans les kolkhozes, est officiellement approuvé. Il est terminé après la répression à Budapest. Le film est interdit et l'on confie à son réalisateur la tâche de le remanier entièrement. Le remaniement confié aux réalisateurs eux-mêmes est une caractéristique exceptionnelle du cinéma soviétique par rapport à Hollywood [3]. Les cinéastes sont responsables de leur production et l'auteur reconnu.

PNM : De quels courants artistiques les cinéastes relèvent-ils ?

B. E. : On est dans les années vingt. Avec la grande richesse du théâtre, le travail de Meyerhold, le mouvement de la jeunesse auquel ces artistes très jeunes appartiennent, la FEKS (*Fabrique de l'acteur excentrique*) sous la houlette de Kozintsev ou Eisenstein sont tous dans la continuité du *Futurisme* et de Maïakovski, et enthousiastes pour la Révolution. Koulechov fonde une école pour former les élèves au cinéma et au jeu d'acteurs physique et antipsychologique ;

OCTOBRE ET L'ENGAGEMENT DES COMMUNISTES EN FRANCE

Depuis longtemps Claude Pannetier et Bernard Pudal s'intéressent à l'histoire du *Parti communiste français* et plus particulièrement aux itinéraires de ses cadres et militants. Le premier dirige le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, appelé le *Maitron* du nom de son fondateur. Le second est professeur de sciences politiques à l'Université Paris X- Nanterre. À partir de l'étude des autobiographies des militants communistes adressées, à l'époque (1930-1936), à l'*Internationale communiste* (IC) et conservées aux archives de Moscou, Pannetier et Pudal ont ensemble publié *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste* (Belin, 2002) puis *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »* (Presses universitaires de Rennes, 2014). Ils continuent leur recherche cette année avec *Le souffle d'Octobre 1917. L'engagement des*

*communistes français**. Toujours à partir des autobiographies que les communistes devaient rédiger avant de prendre des responsabilités, de suivre les cours des écoles du Parti et celle de l'IC, ou de se rendre à Moscou, les auteurs s'intéressent cette fois à l'influence de la Révolution russe et de l'URSS sur l'engagement d'hommes et de femmes de diverses origines sociales et de divers degrés de responsabilités : Thorez, Dalidet parmi les dirigeants, par exemple ; Politzer et Nizan, deux intellectuels ; Fernand Herpin, petit paysan du Loir-et-Cher ou encore Amar Ouzegane et Isad Rabah, deux militants algériens.

Deux chapitres du livre sont consacrés à des militants juifs issus de l'immigration Est-européenne. Le premier s'appuie sur les autobiographies de Moshe Zalzman, Léo Rubin ou Louis Gronowski (Brunot), dirigeant de la sous-section juive de la MOI et de la *Naïe presse*, et

qui se trouvera à la tête du triangle de la MOI clandestine pendant l'Occupation. Une autre partie de l'étude s'intéresse à une militante, juive de Lituanie, Basi Reisbaum, connue sous le nom de Thérèse Capitaine, qui fut élève de l'*École léniniste internationale* (ELI) auprès de l'IC à Moscou.

Que l'on partage ou non certaines conclusions de Pannetier et Pudal, il convient de saluer leurs travaux qui offrent à connaître sources et ressources d'engagements révolutionnaires dans une période particulière marquée par la victoire bolchevik d'octobre 1917, la guerre civile, contre l'intervention de 14 pays capitalistes, mais aussi par la montée du fascisme en Europe et la menace de guerre mondiale. ■ BF

* *Le Souffle d'octobre 1917. L'engagement des communistes français*, Ivry-sur-Seine, Éd. de l'Atelier / Éd. ouvrières, 2017, 376 p., 25 €



ORDONNANCES TRAVAIL : UN ENJEU CONSIDÉRABLE

par JACQUES LEWKOWICZ

Suite de la page 1.

Mais on en sait plus aujourd'hui et ce n'est pas réjouissant. Le principe qui inspire l'ensemble des dispositions est simple, c'est celui d'une mise en concurrence accrue des salariés les uns envers les autres, à rebours de la prise en compte réelle de la satisfaction des besoins humains de ceux qui vivent de leur travail.

Il faut d'emblée repousser l'argument essentiel sur la base duquel ces nouvelles dispositions sont adoptées : Les garanties accordées aux salariés seraient un frein à l'embauche. C'est là une contre-vérité pour deux raisons, l'une théorique, l'autre empirique. En effet, ceci repose sur une conception incohérente de la création d'emplois. Car on ne voit vraiment pas pour quelle raison une entreprise créerait des emplois pour la seule raison qu'il est plus facile d'en supprimer. La moindre réflexion sur la manière dont fonctionne une entreprise conduit à penser que le principal motif de la création d'un emploi est l'existence d'une demande insatisfaite à laquelle l'entreprise pourrait répondre et, en conséquence, que la création d'emplois résulte de l'existence de nouveaux marchés à conquérir par l'entreprise, provenant eux-mêmes d'une innovation. C'est d'ailleurs ce qui est démontré par une enquête de l'INSEE. Cet institut a interrogé les chefs d'entreprise afin de déterminer quelle est la nature des freins à l'embauche qu'ils perçoivent.

Si les entreprises représentant 28 % des emplois citent comme frein l'incertitude quant à l'avenir économique, et si celles représentant 27 % des emplois citent l'insuffisance de formation de la main d'œuvre, seules celles représentant 18 % des emplois citent la réglementation comme obstacle à la création de nouveaux emplois [1]. Si le contenu des ordonnances réformant le droit du travail ne saurait servir à

développer l'emploi, en revanche, il a toutes les caractéristiques d'un dispositif visant à détériorer les conditions de travail et de rémunération des salariés au profit du patronat. Que l'on en juge : les domaines touchés sont les suivants :

- la « barémisation » des indemnités pour licenciement abusif aboutit à refuser de prendre en compte le préjudice réel subi par chaque salarié ;



- les difficultés à prendre en compte en cas de licenciement économique seront appréciées non au niveau mondial de l'ensemble du groupe d'entreprises concernées mais seulement en France. Ainsi même les entreprises bénéficiaires dans leur globalité pourront licencier sans difficulté ;
- un licenciement même entaché d'un vice de forme pourra être validé ;
- les ruptures conventionnelles des contrats de travail pourront ne plus être limitées au plan individuel mais devenir collectives, après accord dans l'entreprise ;
- les accords d'entreprise sur les horaires de travail, dès lors qu'ils sont approuvés par des syndicats représentant au moins 50 % des salariés (30 % concernant les autres conditions de travail) seront

applicables indépendamment des accords de branche, le refus donnant lieu à licenciement sans indemnité spécifique par l'employeur en dehors du financement de 100 heures de formation.

- Le principe de la hiérarchie des normes (socle minimal de garanties énoncé par la loi, accords de branche venant l'améliorer, et accords d'entreprise venant améliorer les accords de branche) est bafoué laissant les salariés sans protection face à la volonté du patronat de détériorer leurs conditions de travail.

Comme il fallait s'y attendre ces dispositions, qui sont prises unilatéralement au détriment des salariés, sans que soit prévue la moindre compensation à l'avantage des salariés, ont donné lieu à des protestations avant même leur adoption. Plusieurs journées d'action syndicales ont été programmées. Ces actions bénéficient d'ailleurs du soutien de la population puisque, selon un sondage de l'Institut Elabe, 53% des Français déclarent leur soutien ou leur sympathie à l'égard de la mobilisation contre la

réforme du Code du Travail [2].

Au-delà, la question est de savoir si ce pouvoir pourra continuer à réorienter la société française sur la voie d'un ultra-libéralisme qui livre ceux qui travaillent, sans la moindre garantie, au bon vouloir de ceux qui détiennent le pouvoir et la puissance économiques.

Peut-être peut-on affirmer que, sous cet angle, le pouvoir macronien, qui se voulait tellement centriste, est, de fait, le plus réactionnaire des cinquante dernières années. ■ 06/10/2017

[1] www.insee.fr/fr/statistiques/2871900?sommaire=2872027&q=freins%20a%20l'embauche

[2] www.rtl.fr/actu/politique/code-du-travail-53-des-francais-soutiennent-les-manifestations-7790179599

1968- 2018 : POURQUOI PAS ?

Les commentateurs bienveillants... avec le gouvernement, affirment que le mouvement d'opposition aux ordonnances est quasi un fiasco.

Tout le monde n'est pas de cet avis et pas seulement du côté des syndicats ou de la gauche. Ainsi, le dernier rapport de l'Association Entreprise & Personnel qui regroupe plus de 110 entreprises, organisations privées et publiques et que préside Jean-Paul Bailly, le Pdg de La Poste, n'exclut pas, cinquante ans après mai 1968, un nouveau mouvement social de même ampleur.

Le rapport avance deux scénarios possibles pour 2018 : soit la grogne sociale s'estompe, devant de premiers résultats économiques concrets ; soit, en l'absence de créations d'emplois tangibles, combinée à d'autres déceptions, elle conduit à une convergence des mécontentements et c'est l'explosion. Notamment, si Emmanuel Macron va jusqu'au bout de son projet de réforme en introduisant une sélection à l'entrée de l'Université.

En attendant, la CGT, FO, Solidaires ainsi que l'Unef, la Fidl et l'Unel appellent à la grève et à des manifestations interprofessionnelles le 16 novembre prochain. Les syndicats dénoncent dans leur communiqué « les nombreuses dispositions inac-

ceptables des ordonnances » mais évoquent aussi les réformes à venir et les « risques qui pèsent sur les droits des salariés et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle ».

Ils font également référence à « l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur », « à la modération salariale et à l'augmentation de la CSG », « aux atteintes au service public et à la protection sociale ».

Les organisations syndicales et étudiantes veulent que le gouvernement « prenne en considération les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es ».

De son côté, la Fédération CGT du secteur pétrolier a appelé mercredi les salariés à une grève reconductible à compter du 23 novembre pour « préserver » la convention collective de branche remise en cause, selon elle, par la réforme du Code du travail. Elle appelle à débrayer 24 heures ce jour « sur tous les sites » (raffinage, pétrochimie, dépôts de carburants) et, « en l'absence de réponse positive aux revendications », à « reconduire le mouvement » et à « l'étendre par l'arrêt des installations ». ■ Ch N. 26/10/2017

LE COIN DU WITZ

CRACOVIE. 1900.

*

Un vieux juif aperçoit un policier polonais au bout de la rue. Il se retourne et part en courant. Le policier l'aperçoit et court derrière. Cinquante mètres plus loin, l'homme âgé s'arrête à bout de souffle. Le policier l'attrape au collet et lui demande :

– Où courez-vous comme ça ?
– C'est mon docteur qui m'a prescrit de courir deux heures par jour.
– Mais vous avez vu que je vous courais après !
– J'ai cru qu'on avait le même docteur. ■

*

Il neige. Yankel vend des marrons devant la banque Rothschild. Passe son ami qui lui demande :

– Bonjour, ça va les affaires ?
– Oui, j'ai mis deux roubles sur mon compte à la banque, en la désignant du doigt.
– Tu peux me prêter dix kopecks ?
– Non, impossible.
– Tu ne veux pas dépanner un vieux copain ?
– Non, parce que j'ai un contrat avec la banque Rothschild : je ne prête pas d'argent, ils ne vendent pas de marrons. ■

LA ROSE ET LE RÉSÉDA : POUR UNE LECTURE DE CONTREBANDE

par M. DELRANC-GAUDRIC

La *Rose et le Réséda* est un des plus célèbres poèmes d'Aragon. « Cette chanson, écrite dans l'été 42, a d'abord paru dans la page littéraire que Stanislas Fumet dirigeait au Mot d'Ordre, à Marseille, puis en 1943 dans le numéro spécial de Messages que Jean Lescure publia à Genève sous le titre *Domaine français* » écrit-il dans sa *Contribution au cycle de Gabriel Péri* [1]. C'est son dernier poème publié légalement.

L'été 1942, Elsa Triolet et Aragon étaient à Villeneuve-lès-Avignon. Leurs amis Georges Dudach, Jacques Solomon et Georges Politzer, venaient d'être fusillés en mai au Mont-Valérien. Pour eux, Aragon écrit le poème *Art poétique*, qui paraît le 16 août 1942 dans l'hebdomadaire suisse *Curieux*. À la suite de la rafle du Vel' d'Hiv, le 16 juillet 1942, les nazis se déchaînent aussi en zone Sud et le 31 juillet, Villeneuve est le siège d'un pogrome qu'Aragon évoque dans *Le Médecin de Villeneuve* [2]; Pierre Seghers relate également cette tragédie : « Une femme se jette par une fenêtre plutôt que d'être prise, d'autres sont assommés, roués de coups et meurent (...) Aragon donc relate avec une parfaite exactitude l'inhumaine battue. Le poème, qui m'est refusé par la censure de Vichy le 30 octobre 1942 paraîtra un peu plus tard en Suisse, signé par son auteur, chez Fred Uhler, aux éditions 'Ides et Calendes', dans En français dans le texte » [3].

C'est donc dans ces circonstances qu'Aragon écrit *La Rose et le Réséda*, dont le titre, qui reprend le dernier vers, reste jusqu'à présent mystérieux. Aragon a bien mentionné que le point de départ de ce titre était un proverbe affirmant qu'il ne fallait jamais mêler dans un même bouquet la rose et le réséda, prenant ainsi dans son poème le contrepied d'un préjugé, mais sans plus d'explications.

Or, si la rose est la fleur symbolique de la Beauté et de l'Amour en France depuis le Moyen-Âge – du *Roman de la Rose*, des poèmes de Ronsard, de d'Aubigné, jusqu'à Marceline Desbordes-Valmore (*Les Roses de Saadi*) tant appréciée d'Aragon – le réséda, lui, est une fleur liée au racisme et à l'ostracisme ; son autre nom est la gaude, plante tinctoriale, dont on extrayait, depuis le Moyen-Âge, la couleur jaune. Michel Garcia, dans son livre *De la Garance au Pastel* [4], évoque l'utilisation stigmatisante de cette couleur, relevée par Victor Hugo en 1829 lors de sa visite au bagne de Toulon (elle servait à repérer de loin les bagnards) : « À peine trente-huit ans plus tôt [5], écrit-il, était abolie une des mesures d'ostracisme les plus ahurissantes de l'histoire de la Provence. Garidel [6], en 1715, écrit que la gaude est appelée Herbo dei Jusions, car 'elle donne la couleur jaune que les juifs étaient obligés de porter autrefois dans ce pays, comme ils le sont encore dans le comtat Venaissin d'en teindre leurs chapeaux'. L'histoire est ancienne. Voici quelques précisions tirées du livre de René Molinas [7]. En 1215, le 4^e concile de Latran rend obligatoire pour les juifs le port d'une marque distinctive : il doit avoir la forme d'une roue et doit être bien visible à l'emplacement du cœur; précisent les statuts d'Avignon, en 1248. La rouelle infamante se fera, dans les siècles suivants, de plus en plus discrète, jusqu'à ce que Clément VI, en 1294, y ajoute l'obligation de porter un chapeau jaune safran. C'est dramatique pour les pauvres juifs qui sont, quelques années plus tard, en pleine guerre de religion, le signe voyant de l'ennemi de la foi et la cible de tous. Le port du chapeau jaune prendra fin à la Révolution avec la Déclaration des droits de l'Homme... jusqu'au triste retour de l'étoile jaune durant le régime de Vichy » [8].

Réséda des teinturiers ou *herbe-aux-juifs* mentionne encore le Petit Robert en 1967 à l'article *Réséda*.

Il est fort probable qu'Aragon, fin connaisseur de la langue française, de l'histoire provençale, confronté en 1942 aux ravages de l'antisémitisme dont sa compagne risquait aussi d'être victime, ait inscrit en contrebande dans le titre et le dernier vers du poème un sens antiraciste et fraternel qui complète le refrain (« Celui qui croyait au ciel / Celui qui n'y croyait pas ») et se retrouve dans la dédicace du poème : **Juif ou non, croyant ou non, le peuple français, porté par un même amour, résiste au nazisme.** ■



Pierre Seghers accueillant Louis Aragon et Elsa Triolet à Villeneuve-lès-Avignon en 1941

[1] Comité National des Écrivains, Centre des Intellectuels, Toulouse, Bibliothèque Française, 1944, p.2.

[2] *OP*, Pléiade, T. I, p. 896-898.

[3] Pierre Seghers, *La Résistance et ses poètes*, Seghers 1974, p. 197-198.

[4] Édisud Nature, Aix-en-Provence, 1996

[5] Soit en 1791.

[6] Garidel, J.-P., *Histoire des plantes qui croissent aux environs d'Aix*, Aix-en-Provence, 1715. (note de l'auteur).

[7] Molinas René, *Les Juifs du Pape*, Albin Michel, Paris, 1992 (note de l'auteur) ;

[8] Garcia Michel, op. cit., p. 36.

UN PAMPHLET POUR CÉLÉBRER LE PEUPLE ÉLU : *LE SALUT PAR LES JUIFS* DE LÉON BLOY

par G.-G. LEMAIRE

Curieux, très curieux écrivain que **Léon Bloy** (1846-1917), que nous avons un peu oublié, il faut le reconnaître, malgré les efforts accomplis par quelques éditeurs, dont le *Mercure de France* et *L'Âge d'Homme*, pour le faire redécouvrir. Il faut dire qu'il n'a jamais écrit que deux romans, *Le Désespéré* en 1887 (pas de presse, aucun succès en librairie) et son pendant féminin, qui devait s'intituler *La Désespérée*, devenu *La Femme pauvre*, paru en 1897. Et pourtant son œuvre est d'importance, avec son *Journal** et ses innombrables essais sur des écrivains, des figures historiques et sur la religion.

Si l'on veut comprendre qui a été Léon Bloy, il faut d'abord savoir qu'il a été le fils d'un fonctionnaire franc-maçon et d'une fervente catholique et que, par la suite, après ses études à Périgueux, il est allé habiter à Paris, rue Rousselet, juste en face de chez Jules Barbey d'Aurevilly. Il a admiré le vieux « *connétable des lettres* », ultra-catholique, ultra-monarchiste, et passablement désargenté. Ce dernier le ramène à la religion apostolique et romaine et, après la guerre contre la Prusse où Léon Bloy s'est distingué par son courage, le vieil homme de lettres dont il est devenu le secrétaire bénévole le fait entrer dans le grand quotidien *L'Univers*.

Ses débuts sont une succession d'échecs : il ne trouve pas d'emploi rémunérateur et personne ne souhaite le publier. Il finit par travailler aux Chemins de fer du Nord (dont il démissionne en 1878). Il s'prend alors d'une prostituée, Anne-Marie Roulé, qu'il veut remettre dans le droit chemin. Mais celle-ci sombre dans la folie en 1882 et est internée à Sainte-Anne. Ce drame a été pour Bloy l'impulsion qui l'a conduit à la littérature.

Il rassemble ses principaux articles dans *Belluaires et Porchers* en 1888. Il se lie d'amitié avec Huysmans, Jehan Rictus, Alfred Jarry et subsiste par quelques collaborations dans des périodiques, comme *Gil Blas*.

La mise en œuvre d'un livre comme *Le Salut par les Juifs*, en 1892, est surprenante pour l'époque : le catholicisme militant, comme celui du journal *La Croix* fondé en 1883, s'accompagne d'un antisémitisme violent. La publication de *La France juive*, long pamphlet écrit par le directeur de *La Libre Parole*, Édouard Drumont (1844-1917), paru chez Flammarion en 1885 et financé par Alphonse Daudet, connaît un réel succès : plus de 60 000 exemplaires sont vendus la première année. Fort de son coup d'éclat, le médiocre journaliste et médiocre pamphlétaire crée en 1890 la *Ligue nationale antisémite de France*, il est même élu député d'Alger en 1898 et devient à la Chambre le dirigeant du « groupe antisémite ».

Léon Bloy a d'ailleurs écrit ce curieux ouvrage en réaction à cette énorme somme de mensonges grossiers et d'ignominies sans nom. Si sa foi catholique est sans bornes (c'est lui qui a converti le protestant Jacques Maritain et sa compagne juive !), il refuse toute forme d'antijudaïsme. Au contraire : il se met en devoir de défendre les Juifs et son attitude surprend une époque qui allait bientôt connaître la nauséuse affaire Dreyfus, qui commence en 1894 et culmine avec le *J'accuse* ! d'Émile Zola à la une de *L'Aurore*, quatre ans plus tard. « *Salus ex judaeis est* », a dit le Christ à la Samaritaine au puits de Jacob. Léon Bloy démontre une connaissance des Écritures, mais aussi des exégètes, dans ce pamphlet virulent contre le livre de Drumont « *qui assomme régulièrement les peuples chré-*

tiens » : « Car enfin, M. Drumont entraînait en héros dans Babylone, après avoir déconfit toutes les nations sémitiques, et les admirateurs de ce conquérant reniflaient sur lui la poussière du saint roi Midas... »

L'écrivain manie une langue insolite, associant étroitement la prose vindicative et le langage le plus sophistiqué et le plus érudit, pour exposer son point de vue qui rappelle ce que tout bon chrétien doit à l'Ancien Testament, Jésus-Christ n'ayant fait que prolonger et enrichir l'enseignement des grands Patriarches. Il montre que le peuple juif est victime de son histoire comparable à aucune autre. Il démonte un à un les pauvres arguments de Drumont avec une jubilation féroce, lyrique, mais savante. Il démontre que l'Église a plutôt protégé les Juifs qu'elle ne les a persécutés. Avec une poésie puissante, Léon Bloy rappelle que ce qui s'est passé depuis « les Matines du Jeudi *absolu* jusqu'à l'immense *alléluia* de la Résurrection » n'est que l'accomplissement d'une longue épopée spirituelle engendrée par la pensée juive. Et le Christ d'expliquer aux disciples : « *nul excepté le Père, ne le connaissait !* »

Tout en faisant l'apologie du christianisme, Léon Bloy a tenu à expliquer aux dévôts aveugles et butés que cette histoire du monothéisme s'enracine dans un passé biblique hébraïque et que tous les défauts des Juifs ne peuvent faire oublier que « *le salut du monde est cloué sur Moi, Israël, et c'est de Moi qu'il faut descendre* ».

Même si ses réflexions peuvent parfois sembler étranges ou paradoxales, Léon Bloy a fait preuve ici d'une intelligence rare en matière de religion, servi par un immense talent littéraire, lui aussi étrange et paradoxal, mais d'une incroyable efficacité. ■



CENTENAIRE d'OCTOBRE

QUAND LA RÉVOLUTION d'OCTOBRE PARLAIT YIDDISH



Affiche de l'Ozet encourageant les Juifs à rejoindre les collectifs agraires, Birobidjan



El Lissitzky 1922



Club de jeunes Juifs à Moscou



Une de la revue « Emess » - « Vérité »



Affiche annonçant un concert de musiques juives



Mark Epstein
« Les chemins d'octobre »



Gare de Minsk (Biélorussie)
en quatre langues : russe,
biélorusse, yiddish et polonais



Collectif de paysans juifs
« Fray veg », Crimée



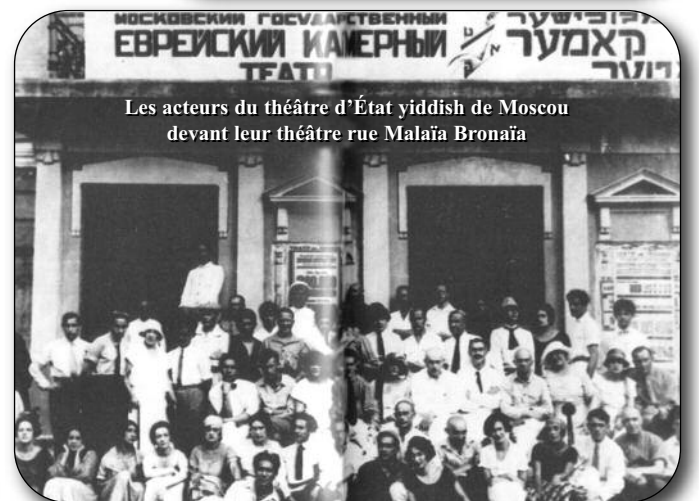
Affiche « Kolkhoz juif »



Mark Isaevich Epstein : livre pour enfant d'Itzis Kipnis



Chagall « La révolution »



Les acteurs du théâtre d'État yiddish de Moscou
devant leur théâtre rue Malaïa Bronaïa